

Règlement intérieur

Adopté par le conseil de l'INSPÉ le 5 février 2020

Modifié et adopté par le conseil de l'INSPÉ le 11 novembre 2020 et par le CA de l'Unistra le 10 novembre 2020

Modifié et adopté par le conseil de l'INSPÉ le 14 juin 2021 (article 1.4.6.1.-Composition)

Modifié et adopté par le conseil de l'INSPÉ le 22 septembre 2025 (article 1.4.- Instances consultatives)

1.1. Conseil d'institut.....	2
1.1.1. Présidence du conseil d'institut	2
1.1.2. Composition du conseil d'institut	2
1.1.3. Ordre du jour	2
1.1.4. Transmission des documents	3
1.1.5. Quorum et procuration	3
1.1.6. Calendrier et tenue des séances	3
1.1.7. Modalités de délibération	3
1.1.8. Secrétariat de séance.....	3
1.1.9. Conseil d'institut en formation restreinte	4
1.2. Conseil d'orientation scientifique et pédagogique.....	4
1.2.1. Présidence du COSP.....	4
1.2.2. Composition du COSP	4
1.2.3. Attributions	4
1.2.4. Ordre du jour	4
1.2.5. Transmission des documents	5
1.2.6. Quorum et procuration	5
1.2.7. Calendrier et tenue des séances	5
1.2.8. Modalités de délibération	5
1.2.9. Secrétariat de séance.....	5
1.3. Direction de l'institut	6
1.3.1. Le·la directeur·rice	6
1.3.2. Les directrices et directeurs adjoints	6
1.3.3. L'équipe de direction	6
1.4. Instances consultatives	6
1.4.1. Commission des Enseignements et de l'Innovation pédagogique.....	Erreur ! Signet non défini.
1.4.2. Commission Recherche et vie scientifique	7
1.4.3. Commission Personnels et moyens	8
1.4.4. Commission Relations internationales et politique linguistique	8
1.4.5. Commission Insertion professionnelle et partenariats avec le monde socio-économique	Erreur ! Signet non défini.
1.4.6. Commissions de sites	9
1.5. Instance de pilotage académique pour la formation des enseignants et des personnels d'éducation.....	10
2.1. Groupes de travail disciplinaires.....	10
2.2. Equipes pédagogiques de master et de licence.....	10
2.3. Conseil des études	10
2.4. Représentants étudiants	10

- Vu** le code de l'éducation, notamment ses articles D. 721-1 et suivants et L. 719-1 et suivants
- Vu** les dispositions de la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 « Pour une école de la confiance » portant sur la création des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (INSPÉ)
- Vu** le décret n°2019-920 du 30 août 2019 fixant les conditions de désignation des directeur·rice·s des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation
- Vu** les statuts de l'Université de Strasbourg
- Vu** les statuts approuvés par le Conseil d'institut le 26 septembre 2019, modifié et adopté par le conseil de l'INSPÉ le 5 février 2020, puis modifié et adopté par le conseil de l'INSPÉ le 12 novembre 2020
Et par le Conseil d'Administration de l'Université de Strasbourg le 5 novembre 2019, puis suite aux modifications validé par le conseil d'administration de l'Unistra le 10 novembre 2020

Préambule :

Conformément à l'article 18 des statuts de l'INSPÉ de l'académie de Strasbourg, le présent règlement intérieur « arrête les modalités d'application de ces statuts et précise les règles de fonctionnement de l'institut ».

Il précise notamment les compétences, la composition, le fonctionnement et les règles particulières qui s'appliquent aux différentes structures de proposition et d'organisation de l'institut.

1. Gouvernance de l'INSPÉ

1.1. Conseil d'institut

1.1.1. Présidence du conseil d'institut

Le·la président·e du conseil d'institut est élu·e pour un mandat de cinq ans parmi les personnalités extérieures désignées par le·la recteur·rice d'académie, selon des modalités d'élection fixées dans les statuts de l'institut (cf. article 7).

En cas d'absence ou d'empêchement, le·la président·e du conseil d'institut mandate pour le·la remplacer un·e président·e de séance parmi les personnalités extérieures du conseil.

1.1.2. Composition du conseil d'institut

La composition du conseil d'institut est détaillée dans les statuts (cf. article 8).

Concernant les membres nommés, « tout membre nommé qui n'est pas présent ou représenté lors de trois séances consécutives [du conseil] est considéré comme démissionnaire. Toute cessation de fonctions pour quelque cause que ce soit en cours de mandat donne lieu à la désignation d'une nouvelle personnalité dans les mêmes conditions, pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant l'expiration du mandat » (article D721-6 du code de l'éducation).

Lorsqu'un membre élu est démissionnaire en cours de mandat ou lorsqu'il perd la qualité au titre de laquelle il a été élu, une élection partielle peut être organisée.

1.1.3. Ordre du jour

Le·la président·e du conseil d'institut établit l'ordre du jour des réunions du conseil, sur proposition du·de la directeur·rice. Lorsqu'un tiers au moins des membres du conseil demande l'inscription d'un point à l'ordre du jour, celui-ci sera traité lors de la séance suivant cette demande. Cette dernière devra parvenir au président·e du conseil d'institut au moins une semaine avant la date prévue pour le conseil.

En cas d'urgence, un point supplémentaire peut être proposé en début de séance, avant que ne soit abordé l'ordre du jour ; si la majorité des membres présents l'accepte, ce point pourra être traité.

1.1.4. Transmission des documents

Les documents relatifs à l'ordre du jour sont communiqués par voie électronique, dans la mesure du possible une semaine avant la séance.

Les documents nécessaires à la compréhension et à l'étude des questions figurant à l'ordre du jour sont mis en ligne, à l'attention exclusive des membres du conseil d'institut, au moins huit jours avant la séance.

Il sera possible, sur simple demande par retour de mail, de disposer d'un dossier papier le jour du conseil.

Les rectifications ou ajouts éventuels se feront exclusivement par voie électronique.

1.1.5. Quorum et procuration

Le conseil d'institut ne délibère valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée en début de séance.

Tout membre empêché peut donner une procuration écrite nominative à un autre membre du conseil. Cette procuration peut être adressée au secrétariat de direction de l'INSPÉ par voie électronique. Il y a lieu de s'assurer au préalable que la personne mandatée sera bien présente à la réunion du conseil d'institut. Par ailleurs, aucun membre du conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations. Cette procédure de procuration ne s'applique toutefois pas aux représentants des usagers, pour lesquels les titulaires doivent se faire représenter par leurs suppléants.

Si le quorum n'est pas atteint, le·la président·e du conseil d'institut procède à une deuxième convocation du conseil sur le même ordre du jour, dans un délai de quinze jours. Le conseil peut alors siéger valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

1.1.6. Calendrier et tenue des séances

Le conseil d'institut se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son·sa président·e ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres. Le conseil d'institut est convoqué une semaine au moins avant la date de la réunion. Le calendrier prévisionnel des séances est transmis en début d'année universitaire.

Les séances du conseil d'institut ne sont pas publiques. Toutefois, le·la directeur·rice et les membres de l'équipe de direction (directeur·rice·s adjoint·e·s, responsable des services administratifs) ainsi que le·la président·e du COSP sont invités aux séances s'ils n'en sont pas membres, de même que le·la président·e de l'université. Le·la président·e du conseil d'institut peut également inviter toute personne dont la présence pourrait lui paraître utile en fonction de l'ordre du jour.

Les personnes invitées n'ont pas de voix délibérative.

Les membres du Conseil se réunissent physiquement.

Les membres de l'instance peuvent participer aux réunions par tous moyens de visioconférence ou d'audioconférence permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Les membres qui participent par ces moyens aux réunions sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Le recours au vote électronique est possible par l'intermédiaire d'un outil dématérialisé de sondage. Les données seront conservées à la seule fin d'effectuer le décompte des voix.

1.1.7. Modalités de délibération

Les délibérations sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Le vote s'effectue ordinairement à main levée. Le scrutin secret est obligatoire à la demande d'un membre présent ayant voix délibérative et pour toute délibération du conseil ayant trait à des personnes.

Avant chaque vote, les modalités de vote et le nombre de votants sont rappelés et le détail des procurations est communiqué.

1.1.8. Secrétariat de séance

Le secrétariat des séances assure la rédaction des procès-verbaux. Ces derniers sont signés conjointement par le·la président·e du COSP et le·la directeur·rice de l'institut.

A chaque début de séance, le procès-verbal de la séance précédente est soumis au conseil pour approbation. Les procès-verbaux une fois approuvés par le conseil sont publiés sur le site internet de l'INSPÉ.

1.1.9. Conseil d'institut en formation restreinte

Le conseil d'institut doit siéger en formation restreinte aux enseignant·e·s-chercheur·e·s et enseignant·e·s lorsque l'ordre du jour porte sur les recrutements ainsi que sur toute question individuelle relative à l'affectation, à la carrière ou au service d'enseignement. Le conseil d'institut en formation restreinte peut également être consulté par le·la directeur·rice de l'INSPÉ pour tout acte collectif nécessitant un classement ou un avis.

Le conseil en formation restreinte est présidé par le·la directeur·rice de l'INSPÉ, qui en établit l'ordre du jour.

Pour les dossiers relatifs à l'avancement de carrière des enseignant·e·s-chercheur·e·s, seul·e·s siègent les enseignant·e·s ayant un rang au moins égal à celui des enseignant·e·s-chercheur·e·s dont les dossiers sont examinés.

Les membres empêchés de participer à la séance peuvent donner une procuration nominative à un autre membre, en veillant à ce que ce dernier appartienne à un collège électoral autorisé à participer au débat (cf. alinéa précédent). Aucun membre ne peut en outre être porteur de plus de deux procurations.

Lorsque les points inscrits à l'ordre du jour ont pour objet de solliciter un avis sans qu'un réel débat soit nécessaire, la consultation peut avoir lieu par voie électronique, sous réserve de l'accord, sur ces modalités, de tous les membres concernés.

Les séances du conseil d'institut en formation restreinte ne sont pas publiques.

1.2. Conseil d'orientation scientifique et pédagogique

1.2.1. Présidence du COSP

Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique (ci-après désigné « COSP ») est présidé par un·e président·e, élu·e parmi et par les membres de ce conseil. Son mandat est de cinq ans. Le mode de scrutin est le scrutin uninominal majoritaire à deux tours : à la majorité absolue des suffrages exprimés des membres présents et représentés au premier tour, à la majorité relative au second tour. En cas d'égalité des voix à l'issue du second tour, le·la candidat·e le·la plus jeune est élu·e.

En cas d'absence ou d'empêchement, le·la président·e du COSP mandate pour le·la remplacer un·e président·e de séance parmi les membres du conseil.

1.2.2. Composition du COSP

La composition du COSP est détaillée dans les statuts (cf. article 13).

« Tout membre nommé qui n'est pas présent ou représenté lors de trois séances consécutives [du conseil] est considéré comme démissionnaire. Toute cessation de fonctions pour quelque cause que ce soit en cours de mandat donne lieu à la désignation d'une nouvelle personnalité dans les mêmes conditions, pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant l'expiration du mandat » (article D721-6 du code de l'éducation).

1.2.3. Attributions

L'objet des réunions du COSP est ainsi précisé dans les statuts (cf. article 13) : « Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique contribue à la réflexion sur les grandes orientations relatives à la politique partenariale et aux activités de formation et de recherche de l'institut. » Plus particulièrement, le COSP est force de proposition en matière de prospective, en se fondant sur l'évaluation régulière des formations de l'institut (via la campagne d'évaluation et les réunions des conseils des études, cf. plus bas):

1.2.4. Ordre du jour

Le·la président·e du COSP établit l'ordre du jour des réunions du conseil.

Lorsqu'un tiers au moins des membres du conseil demande l'inscription d'un point à l'ordre du jour, celui-ci sera traité lors de la séance suivant cette demande. Cette dernière devra parvenir au président·e du COSP au moins une semaine avant la date prévue pour le conseil.

En cas d'urgence, un point supplémentaire peut être proposé en début de séance, avant que ne soit abordé l'ordre du jour ; si la majorité des membres présents l'accepte, ce point pourra être traité.

1.2.5. Transmission des documents

Les documents relatifs à l'ordre du jour sont communiqués par voie électronique, dans la mesure du possible une semaine avant la séance.

Les documents nécessaires à la compréhension et à l'étude des questions figurant à l'ordre du jour sont mis en ligne, à l'attention exclusive des membres du conseil d'institut, au moins huit jours avant la séance.

Il sera possible, sur simple demande par retour de mail, de disposer d'un dossier papier le jour du conseil.

Les rectifications ou ajouts éventuels se feront exclusivement par voie électronique.

1.2.6. Quorum et procuration

Le COSP ne délibère valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée en début de séance.

Tout membre empêché peut donner une procuration écrite nominative à un autre membre du conseil. Cette procuration peut être adressée au secrétariat de direction de l'INSPÉ par voie électronique. Il y a lieu de s'assurer au préalable que la personne mandatée sera bien présente à la réunion du COSP. Par ailleurs, aucun membre du conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Si le quorum n'est pas atteint, le·la président·e du COSP procède à une deuxième convocation du conseil sur le même ordre du jour, dans un délai de quinze jours. Il peut alors siéger valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

1.2.7. Calendrier et tenue des séances

Le COSP se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son·sa président·e ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres. Le COSP est convoqué dix jours au moins avant la date de la réunion. Le calendrier prévisionnel des séances est transmis en début d'année universitaire. Il est fixé en tenant compte des échéances du conseil d'institut.

Les séances du COSP ne sont pas publiques. Toutefois, le·la directeur·rice, les membres de l'équipe de direction (directeur·rices adjoint·e·s, responsable des services administratifs) et le·la président·e du conseil d'institut sont invités aux séances s'ils n'en sont pas membres, de même que le·la président·e de l'université. Le·la président·e du COSP peut également inviter toute personne dont la présence pourrait lui paraître utile en fonction de l'ordre du jour.

Les personnes invitées n'ont pas de voix délibérative.

Les membres de l'instance peuvent participer aux réunions par tous moyens de visioconférence ou d'audioconférence permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Les membres qui participent par ces moyens aux réunions sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Le recours au vote électronique est possible par l'intermédiaire d'un outil dématérialisé de sondage. Les données seront conservées à la seule fin d'effectuer le décompte des voix.

1.2.8. Modalités de délibération

Les délibérations sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Le vote s'effectue ordinairement à main levée. Le scrutin secret est obligatoire à la demande d'un membre présent ayant voix délibérative et pour toute délibération du conseil ayant trait à des personnes.

Avant chaque vote, les modalités de vote et le nombre de votants sont rappelés et le détail des procurations est communiqué.

1.2.9. Secrétariat de séance

Le secrétariat des séances assure la rédaction des procès-verbaux. Ces derniers sont signés conjointement par le·la président·e du COSP et le·la directeur·rice de l'institut.

A chaque début de séance, le procès-verbal de la séance précédente est soumis au conseil pour approbation. Les procès-verbaux une fois approuvés par le conseil sont publiés sur le site internet de l'INSPÉ.

1.3. Direction de l'institut

1.3.1. Le-la directeur·rice

Le-la directeur·rice est nommé·e dans les conditions fixées par l'article 9 des statuts de l'INSPÉ.

En cas de vacance de la direction, le-la président·e de l'université de Strasbourg nomme un·e administrateur·rice provisoire dans l'attente de la nomination d'un·e nouveau·elle directeur·rice selon les modalités statutaires susmentionnées.

1.3.2. Les directrices et directeurs adjoints

Les modalités de désignation des directeur·rices adjoint·e·s sont précisées dans l'article 11 des statuts de l'INSPÉ.

Il peut être mis un terme à leur mandat à leur demande ou à celle du·de la directeur·rice.

1.3.3. L'équipe de direction

Pour exercer ses missions, le-la directeur·rice est assisté·e d'une équipe de direction qui est constituée de directeur·rice·s adjoint·e·et du·de la responsable des services administratifs.

L'équipe de direction se réunit régulièrement en comité de direction. Un relevé de conclusions de ces réunions est établi et diffusé à ses membres. Il est en outre diffusé pour information aux personnels de l'INSPÉ.

1.4. Instances consultatives

La possibilité de création d'instances consultatives est fixée par les statuts de l'INSPÉ (cf. article 14).

Ces instances, qui prennent le nom de commissions, ont vocation à être consultées pour la définition des orientations stratégiques de l'INSPÉ dans ses principaux domaines de compétences, ainsi que sur leur mise en œuvre.

L'objectif de ces commissions est de garantir une large représentation des points de vue, en associant dans chaque commission des membres des conseils (conseil d'institut et COSP) et des membres extérieurs à ces conseils (appelés ci-après « membres extérieurs »). Ces derniers pourront être soit des personnels de l'INSPÉ, soit des personnes extérieures à l'INSPÉ exerçant des fonctions en rapport avec les missions de l'institut.

Les membres de ces commissions sont désignés pour la durée du mandat du conseil d'institut.

Les réunions de ces commissions sont en outre ouvertes à tout personnel affecté de l'institut, sauf organisation spécifique comme mentionné dans l'article I.4.1.1.

Ces instances sont présidées par le-la directeur·rice de l'INSPÉ ou par un·e ou plusieurs directeur·rice adjoint·e, selon l'objet de la commission. Chaque directeur·rice adjoint·e a en charge la coordination d'une commission, en rapport avec son domaine de compétence, ils en sont donc membres de droit.

Ces commissions sont réunies au moins une fois par année universitaire, sur convocation du·de la directeur·rice ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres, sur un ordre du jour précis.

Les commissions envisagées sont les suivantes :

- Commission Recherche et vie scientifique
- Commission des Enseignements et des initiatives pédagogiques
- Commission Personnels et moyens
- Commission Relations internationales et politique linguistique
- Commissions de sites

Le nom et le périmètre des commissions peuvent évoluer. D'autres commissions pourront être créées ultérieurement si besoin.

Il sera rendu compte annuellement, au conseil d'institut ou au COSP, des travaux de chaque commission.

1.4.1. Commission des Enseignements et des initiatives pédagogiques

1.4.1.1. Composition

Participant de droit à la **commission restreinte** pour la partie vote :

- 10 membres titulaires élu·e·s (2 titulaires par mention) et 5 membres suppléant·e·s (1 titulaire par mention) parmi les porteurs de mentions ou des responsables de parcours
Les membres de droit de cette commission sont désigné·e·s par leur pairs au sein de leur mention.
- 2 membres Biatpss, désigné·e·s par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures
- du·de la directeur·rice et les directeur·rices adjoint·e·s dont les attributions recouvrent les attributions de la commission

Participant de droit à la **commission** :

- Les membres de la commission restreinte
- Les responsables de mention et les responsables de parcours
- Les représentants de la scolarité
- Des représentants Biatpss en fonction des sujets abordés

A chaque séance, la commission peut ouvrir un temps d'échange ouvert à tous.

Programmation plutôt le mercredi sur le créneau 16-18 pour permettre la participation du plus grand nombre

La commission se réunit 4 à 5 fois dans l'année et selon les besoins.

1.4.1.2. Attributions

- Arbitrages financiers sur les initiatives pédagogiques
- Travail vadémecum MECC (organisation surveillance)
- Suivi des conseils de perfectionnement (démarche qualité)
- Réflexions de fond sur différents sujets en lien avec les enseignements (niveau trans-mentions), dont des thématiques particulières pour la CEIP : (i) évaluation, (ii) approche programme/approche compétence, (iii) basculement vers l'évaluation (intégrale) par compétences
- Gestion des heures comp (modalités de distribution au sein de la composante)
- Cadrage des heures référentielles
- Veille sur les UE en deça des seuils d'inscription
- Politique de gestion des emplois du temps
- Définition des profils enseignement des postes demandés, sur proposition de l'équipe de direction

La commission *Enseignements* est le lieu d'échanges privilégié·en matière de formation (initiale et continue), notamment sur les maquettes d'offre de formation et les modalités d'évaluations des connaissances et compétences des étudiants, le calendrier universitaire et les projets pédagogiques nécessitant un financement. Elle travaille par ailleurs en lien avec les équipes de mention et de parcours.

Les projets nécessitant un financement feront l'objet d'une analyse et d'un vote par les membres de droit (commission restreinte), selon des enveloppes budgétaires prédéfinies et votées en conseil d'institut. La commission déterminera le calendrier du ou des appels à projets.

Les porteurs de projets pourront être auditionnés par la commission.

1.4.2. Commission Recherche et vie scientifique

1.4.2.1. Composition

Participant de droit à la commission :

- 1 membre élu du conseil d'institut ou du COSP, parmi les enseignants-chercheurs ou personnes titulaires d'un doctorat extérieur à l'INSPÉ
- 8 membres personnels de l'INSPÉ titulaires d'un doctorat
- du·de la directeur·rice et du de la directeur·rice adjoint·e dont les attributions recouvrent les attributions de la commission
- La présence de droit d'au moins une personne du service vie scientifique est requise lors de toute réunion de la commission

1.4.2.2. Attributions

Elle a un rôle décisionnaire :

- Dans l'usage et la répartition de l'enveloppe budgétaire allouée annuellement par le Conseil d'Institut, dans le respect des missions et attributions qui lui sont confiées par délégation. Ainsi, le service de la Recherche et de la Vie Scientifique de l'INSPÉ apporte un soutien financier en complément des équipes de recherche, par la répartition des crédits prévus au budget de l'Institut, en fonction des orientations déterminées par le COSP et d'un objectif de valorisation des recherches faites au sein de l'INSPÉ. Ce soutien inclut l'organisation de colloques et de journées d'études, les participations à colloques des chercheur·euse·s de l'INSPÉ et l'aide à la publication, sans s'y limiter ;
- Dans l'usage et la répartition d'une enveloppe d'heures équivalent TD allouée annuellement par le Conseil d'Institut, dans le respect des missions et attributions qui lui sont confiées par délégation. Ces heures sont destinées à valoriser une activité scientifique pour les personnels de l'INSPÉ qui n'ont pas de mission de recherche dans leurs attributions. Ces heures peuvent être inscrites dans leur service d'enseignement.

Elle a un rôle consultatif et d'aide à la décision pour toutes les autres attributions. Plus précisément, elle :

- Participe à la réflexion du volet recherche des profils des emplois rattachés à l'INSPÉ pour les postes des enseignants-chercheurs, ATER et autres personnels dont les missions incluent une charge de recherche, en concertation avec les unités de recherche auxquelles sont rattachés les postes
- Participe au développement d'une activité scientifique au sein de l'INSPÉ par l'organisation de manifestations à caractère scientifique (cycle de conférences, journée de la recherche, journée d'étude, etc.)
- Encourage et soutient une activité de recherche pour les personnels dont la recherche ne fait pas partie de leurs missions obligatoires
- Réfléchit à la place de la recherche dans les différentes formations de l'INSPÉ, en appui aux travaux des équipes pédagogiques
- Analyse les indicateurs du COM en lien avec les orientations déterminées par le COSP
- Renforce la valorisation et la visibilité de la recherche à l'INSPÉ
- Prospective, établit et entretient des relations avec les instances partenaires pour la recherche (par ex. GIS Grand Est, Canopé, Cardie, réseaux scientifiques, etc.)

1.4.3. Commission Personnels et moyens

1.4.3.1. Composition

Participant de droit à la commission :

- 6 membres du conseil d'institut (4 enseignant·e·s et les 2 élu·e·s Biatpss)
- 3 membres extérieurs enseignants, qui sont désignés par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures
- 3 membres extérieurs Biatpss, désignés par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures (1 de catégorie A, 1 de catégorie B, 1 de catégorie C)

La commission *Personnels et moyens* doit être représentative de l'ensemble des sites de l'INSPÉ.

1.4.3.2. Attributions

La commission *Personnels et moyens* est consultée sur les orientations politiques relatives aux ressources humaines et aux moyens financiers et matériels de l'institut. Elle peut également être consultée sur le fonctionnement général et les conditions de travail à l'INSPÉ.

1.4.4. Commission Relations internationales et politique linguistique

1.4.4.1. Composition

Participant de droit à la commission :

- 1 membre élu enseignant du conseil d'institut ou du COSP
- 1 membre élu étudiant du conseil d'institut
- 2 membres extérieurs enseignants, désignés par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures
- 1 membre extérieur Biatpss, désigné par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures.

1.4.4.2. Attributions

La commission *Relations internationales et politique linguistique* est consultée sur les orientations politiques de l'institut relatives à la mobilité des étudiants et des personnels (notamment pour le soutien financier apporté à la mobilité) et à la

politique partenariale avec des établissements d'enseignement supérieur au niveau international (notamment pour la venue de professeurs invités).

1.4.5. Commissions de sites

Deux commissions de sites sont mises en place, respectivement sur les sites de Strasbourg et de Colmar.

1.4.5.1. Composition

Participant de droit aux commissions :

- les membres élus du conseil d'institut affectés sur le site concerné
- 12 membres extérieurs aux conseils, désignés par le conseil d'institut suite à un appel à candidatures : 4 enseignant·e·s du site concerné, 4 personnels Biatpss, 2 représentants des services communs de l'université exerçant leurs activités sur le site concerné, 2 représentants des étudiants issus des amicales de l'INSPÉ, 1 représentant·e de l'amicale des personnels de l'INSPÉ.
- Membres de droit : directeur·rice, directeur des services et du de la directeur·rice adjoint·e dont les attributions recouvrent les attributions de la commission

1.4.5.2. Attributions

Les commissions de sites sont consultées pour les questions relatives à l'aménagement matériel du site, la répartition et l'utilisation des crédits délégués au site, la vie quotidienne des personnels et usagers, la vie culturelle et conviviale du site.

Pour le site de Sélestat, une commission des usagers, regroupant des représentants de la direction de l'institut et les utilisateurs du site, peut être réunie une fois par an. Ses attributions sont les mêmes que celles des commissions de sites.

1.5. Instance de pilotage académique pour la formation des enseignants et des personnels d'éducation

Un comité de pilotage académique, présidé par le·la recteur·rice, est constitué pour suivre la mise en œuvre de la formation des enseignants dans l'académie de Strasbourg. Ce comité pourra se considérer comme une instance d'arbitrage entre les différents partenaires du projet en cas de difficulté rencontrée. En outre, ce comité se réunit annuellement pour arrêter le budget de projet relatif à la formation des enseignants dans l'académie.

Il est composé des membres suivants :

- Le·la recteur·rice d'académie, chancelier·lière des universités,
- Le·la président·e de l'Université de Strasbourg,
- Le·la président·e de l'Université de Haute-Alsace,
- Le·la vice-président·e formation de l'Université de Strasbourg,
- Le·la vice-président·e formation de l'Université de Haute-Alsace,
- Le·la secrétaire général d'académie,
- Le·la directeur·rice de l'INSPÉ,
- Le·la responsable des services administratifs de l'INSPÉ.

2. Organisation pédagogique

2.1. Groupes de travail disciplinaires

Chaque groupe réunit l'ensemble des enseignants d'une discipline. Ces groupes ont pour vocation de veiller à la bonne répartition des services par discipline, de coordonner l'enseignement de la discipline concernée par parcours et de répartir les groupes pris en charge par les enseignants.

Ils peuvent se constituer en sous-groupes (par exemple par site).

2.2. Équipes pédagogiques de master et de licence

Sous la responsabilité des responsables de parcours, ces équipes pédagogiques regroupent l'ensemble des enseignants intervenant dans un parcours. Elles ont pour objectif de veiller au respect des maquettes d'offre de formation et à la bonne application des modalités d'évaluation des connaissances et des compétences, à la cohérence et à l'actualisation des contenus de formation, ainsi qu'à la bonne organisation des actions de promotion de l'offre de formation.

2.3. Conseil des études

Il est créé par parcours de licence et de master, un conseil des études, qui doit être force de proposition concernant les maquettes d'offre de formation et doit produire annuellement un document de synthèse transmis au COSP. Le conseil des études y fait le bilan de l'année passée et présente des suggestions pour l'année à venir, les conseils des études et le COSP ayant le rôle de conseil de perfectionnement pour l'ensemble des formations de l'INSPÉ.

Il est composé des membres suivants :

- Le·la responsable de la mention
- Les responsables de parcours
- Les enseignant·e·s intervenant dans le parcours concerné
- Des membres extérieurs (professionnels, corps d'inspection pour les masters MEEF,...)
- Des représentants étudiants (cf. II.4).

2.4. Représentants étudiants

Pour chaque année de licence et de parcours de master, et au sein de chaque groupe pour le MEEF 1^{er} degré, un représentant étudiant titulaire et un représentant étudiant suppléant sont élus pour un an. Ils sont les interlocuteurs privilégiés des responsables pédagogiques et du·de la directeur·rice adjoint·e en charge des formations.

Cette dernière ou ce dernier réunit les représentants étudiants au moins une fois par an.

Pour le master MEEF 1^{er} degré, parmi ces représentants sont choisis les représentants des étudiants au conseil des études (cf. II.3).